

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL
DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR
DU 9 MAI 2019**

Le Comité Syndical des mobilités Pays Basque-Adour, sur convocation du 3 mai 2019, affichée ce même jour s'est réuni en séance au 15 avenue Foch à Bayonne, le 9 mai 2019 à 17h30.

La séance est ouverte à 17h48 par Monsieur Claude OLIVE, Président. Il procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint.

| Titulaires présents | | Excusés |
|---|--------------------------|-----------------------|
| BAUDRY Paul | JUHEL Laurent | ALZURI Emmanuel |
| BONNAMY Eric | KEHRIG COTTENÇON Chantal | CACHENAUT Bernard |
| CHARRON Martine | LAFLAQUIERE Jean-Pierre | CARASCO Olivier |
| DARRIBEROUGE Louis | LASSERRE-DAVID Florence | CARPENTIER Vincent |
| ETCHEGARAY Jean-Pierre | LESPADE Jean-Marc | DAGORRET François |
| ETCHEGARAY Jean-René | NEYS Philippe | FOURNIER Jean-Louis |
| FONTAINE Arnaud | OLIVE Claude | IBARLUCIA Michel |
| GONZALES Christian | PONS Yves | NOUSBAUM Pierre-Marie |
| HACALA Germaine | SALDUCCI Jean-Paul | SOROSTE Michel |
| HIRIART-URRUTY Argitxu | THEBAUD Marie-Ange | VEUNAC Michel |
| HOURCADE Robert | VEUNAC Jacques | |
| IRIGOYEN Jean-François | | |
| Suppléants présents mandatés par des titulaires | | |
| Titulaires excusés | Suppléants désignés | |
| LASSERRE-DAVID Florence | GOURGUES Jean-Paul | |
| Procurations de titulaires excusés à des titulaires | | |
| Titulaires excusés | Titulaires désignés | |
| BISAUTA Martine | THEBAUD Marie-Ange | |
| HAYE Ghislaine | BONNAMY Eric | |
| MENDIBURU Paul | HIRIART-URRUTY Argitxu | |

Secrétaire de séance : Eric BONNAMY

OJ N°1 : ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 4 AVRIL 2019.

Monsieur Claude OLIVE, Président, soumet à l'approbation de l'assemblée le procès-verbal du comité syndical des mobilités Pays Basque-Adour du 4 avril 2019.

DONT ACTE

OJ N°2 : CONVENTION DE COOPERATION ENTRE LA VILLE D'IRUN ET LE SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE – ADOUR POUR LA MISE EN PLACE DE VELOS EN LIBRE-SERVICE SUR LA COMMUNE D'IRUN

Afin de favoriser l'intermodalité des déplacements sur la zone urbaine littorale et permettre notamment l'usage du vélo pour les derniers kilomètres, une offre de vélos en libre-service hybride sera déployée sur les communes dans le courant de l'été 2019, dans une logique expérimentale, pour une durée de 2 ans, renouvelable.

Ce service mixte entre le vélo en libre-service classique et le système de « free-floating » sera composé d'environ :

- 12 stations de 10 vélos, fixes et constituées de bornes d'attaches des vélos et d'un totem,
- 100 stations « virtuelles », matérialisées par des arceaux vélos déjà existants sur lesquels les vélos pourront être restitués et empruntés.

Le marché est actuellement en cours de consultation et le prestataire sera retenu mi-mai 2019.

Le Syndicat des Mobilités, propose d'élargir le service sur le territoire espagnol, de sorte à favoriser les déplacements à vélo de part et d'autre de la baie de Txingudy. Trois stations virtuelles seront réparties dans la commune d'Irun, dont les emplacements seront à discuter avec la Mairie.

Le déploiement de stations virtuelles sur la commune d'Irun n'engendre pas de coûts supplémentaires pour le Syndicat des mobilités.

Le Comité Syndical est invité à approuver l'élargissement du service à la commune d'Irun et à autoriser Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°3 : LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LA MISE EN PLACE D'UNE LIGNE REGULIERE DE BUS POUR LES COMMUNES DE SAINT-PALAI / AICIRITS-CAMOU-SUHATS / BEHASQUE-LAPISTE ET ARBERATS-SILLEGUE

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque – Adour a engagé depuis plusieurs mois des études visant à répondre aux besoins de mobilités en transports collectifs sur l'ensemble du ressort territorial, et plus particulièrement dans les centralités urbaines situées en zone retro-littorale. Parmi les nombreux projets, les communes de Saint-Palais, Aicirits-Camou-Suhats, Béhasque-Lapiste et Arbérats-Sillègue ont rapidement fait connaître le besoin de mise en place d'un service régulier sur leur territoire.

Après de très nombreux échanges et de visites terrain entre les communes, le pôle territorial Amikuze et les services du Syndicat des mobilités, il a été décidé de mettre en œuvre un service expérimental pour la rentrée de septembre 2019. L'itinéraire de cette ligne régulière est joint en annexe.

Le niveau de service a été établi selon les modalités suivantes :

- 10 A/R du lundi au samedi pour les communes de St Palais et Aicirits-Camou-Suhats ;
- 6 A/R du lundi au samedi pour les communes de Béhasque-Lapiste et Arbérats-Sillègue.

Cette ligne urbaine a vocation à desservir les principaux pôles générateurs de ces communes : entreprises, établissements de santé, zones commerciales, quartiers d'habitat denses.

La fréquence de cette ligne sera d'un bus toutes les heures, exploitée avec des véhicules de type minibus équipés de systèmes d'informations voyageurs dynamiques, et disposera d'une tarification simplifiée.

Le lancement de cette nouvelle ligne devrait intervenir le 1^{er} septembre 2019.

Dans ce cadre, le Syndicat des mobilités doit lancer un marché de services selon la procédure adaptée d'un coût estimé à 440 000 € HT. La durée du marché est fixée à 2 ans à compter du 1^{er} septembre 2019 et ce jusqu'au 31 août 2021.

Le Comité syndical est invité autoriser le Président à lancer cette consultation, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférent.

Arnaud FONTAINE précise que la ligne ne fait pas l'unanimité auprès de toutes les communes qui ont été desservies et certaines remarques n'ont pas été prises en compte. Il souhaite savoir s'il est envisageable un avenant en cas de modifications nécessaires.

Claude OLIVE précise que c'est effectivement possible.

Jean-Pierre ETCHEGARAY félicite le Syndicat pour la mise en place de cette navette.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°4 : REFORME DE SEPT VEHICULES LEGERES DU RESEAU CHRONOPLUS.

Le Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour est propriétaire de six véhicules légers (n° de parc 542, 544, 545, 546, 547 et 551) et d'un véhicule dédié au transport de personnes à mobilité réduite (n° de parc 528).

En raison de leur vétusté et de leur âge, il convient à présent de les proposer à la réforme. Il est important de noter que le renouvellement de ces véhicules est dorénavant du ressort de délégataire Keolis Basque-Adour dans le cadre du contrat de DSP signé en décembre 2016.

Il est proposé de réformer les sept véhicules suivants :

| N° Parc Véhicule | Immatriculation | Marque | Modèle commercial | Mise en circulation | Age au 09/05/2019 |
|------------------|-----------------|---------|-------------------|---------------------|-------------------|
| 528 | AV-367-FD | RENAULT | Master | 13/01/2005 | 14,30 |
| 542 | AR-979-XZ | CITROEN | C3 CITROEN | 17/04/2008 | 11,00 |
| 544 | AR-919-XZ | CITROEN | C3 CITROEN | 19/10/2005 | 13,50 |
| 546 | AJ-725-KH | FIAT | FIORINO | 07/01/2010 | 9,30 |
| 547 | BA-248-VP | CITROEN | C3 CITROEN | 24/05/2007 | 11,90 |
| 551 | AJ-296-KB | CITROEN | C3 CITROEN | 06/01/2010 | 9,30 |
| 545 | AJ-260-AJ | FIAT | DOBLO | 27/07/2006 | 12,70 |

La réforme de ces véhicules pourra engendrer potentiellement une recette qui sera reversée au Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour par la vente ou le recyclage de ces véhicules.

Le Comité syndical est invité à autoriser Monsieur le Président à prendre les mesures nécessaires pour la réforme des véhicules cités en objet.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°5 : NAVETTE FLUVIALE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION DES TRAVAUX DE FABRICATION DES PONTONS

Dans le cadre du projet de navette fluviale entre Bayonne, Boucau et Anglet (été et week-end), de nouveaux embarcadères pour la prise en charge et la dépose des usagers sont nécessaires. Ces embarcadères seront sous forme de pontons flottants guidés sur pieux dont l'accès se fera par l'intermédiaire d'une passerelle mobile et d'une passerelle fixe posée sur un pieu.

Le temps de fabrication des pontons est estimé à 6 mois. Afin de tenir le planning pour une mise en service de la navette fin juillet 2019, le Syndicat des Mobilités va devoir louer provisoirement des pontons pour 6 mois le temps de la fabrication des pontons définitifs. Il faudra prévoir en fin d'année, de stopper la navette pour quelques jours le temps de la mise en place des pontons définitifs.

Dans ce cadre, le Syndicat des mobilités doit lancer un marché de fournitures et services selon la procédure formalisée pour la fabrication des pontons pour un coût estimé à 715 000 € HT sous la forme de marché négocié avec concurrence, conformément aux dispositions de l'article R2161-21 à R2161-23 du code de la commande publique.

Le Comité syndical est invité à autoriser le Président à lancer cette consultation, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférent.

Martine CHARRON souhaite savoir si la navette actuelle se termine.

Damien DUHAMEL précise que lorsque le service sera mis en place sur l'Adour aval le passeur fluvial ne sera pas supprimé, mais il sera reconfiguré. Les créneaux horaires vont être changés pour réduire par deux les coûts d'exploitation, le bateau sera plus petit afin d'avoir un service plus souple. Il pourrait y avoir une expérimentation de taxi boat, transport à la demande sur l'ensemble des pontons de l'Adour.

ADOpte

1 ABSTENTION : Martine CHARRON

OJ N°6 : MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LES POLES DE PROXIMITE MULTIMODAUX DE LA LIGNE FERROVIAIRE BAYONNE- SAINT JEAN PIED DE PORT (BAYONNE/GARAZI)

Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA) apporte son concours à la redynamisation de la ligne ferrée de Bayonne- Garazi avec une participation au renfort des services TER envisagé pour la fin d'année 2019. Ce projet est piloté par la Région Nouvelle Aquitaine, autorité organisatrice des TER.

Cette ligne d'une cinquantaine de kilomètres entre Bayonne et Saint Jean Pied de Port (Garazi) dispose de haltes et de gares sur l'ensemble du parcours. Le projet consiste en la valorisation de sept haltes et gares sur l'axe ferré (hors gare de Bayonne) grâce à la mise en place d'une politique de renforcement de leur accessibilité multimodale (rabattement voiture, bus, vélos, ...).

C'est dans le cadre de sa compétence des pôles d'échanges multimodaux que le Syndicat des mobilités souhaite initier alors ces sept projets de pôles de proximité multimodaux pour pleinement tirer parti de la valorisation de cet axe ferré en lien avec les autres offres de mobilités. Par exemple, la création de parkings de rabattement associés à des vélostations et accès piétons -cyclistes au droit de ces gares offrira de nouvelles conditions d'accès pour faciliter l'utilisation du train à destination des actifs, scolaires et occasionnels.

Le lancement d'un marché de maîtrise d'œuvre (avec sondages et contrôles), selon la procédure adaptée, permettra l'initialisation de ces projets à Villefranque, Ustaritz, Halsou-Larressore, Cambo les Bains, Bidarray, St Martin d'Arrossa, et Saint Jean Pied de Port (Garazi) conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Le montant estimé est de 120 000€ HT (soit environ 8% d'un montant global de travaux estimés à 1,5M€ HT). Ce marché (de l'avant-projet (AVP) à la phase réalisation) associera l'ensemble des compétences techniques nécessaires (aménageurs, paysagistes, ...) pour la création de ces pôles de proximité le long de la voie ferrée.

Un premier projet est programmé sur la halte de Halsou-Larressore début 2020, les autres opérations pourraient s'échelonner ensuite.

Le Comité syndical est invité autoriser le Président à lancer cette consultation, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférent.

Claude OLIVE précise qu'une rencontre avec Alain ROUSSET a permis de préciser et de finaliser le financement de la ligne Saint Jean-Pied de Port – Bayonne.

Jean-Pierre ETCHEGARAY précise qu'un comité de pilotage va être organisé par la Région mi- juin.

Marie-Ange THEBAUD se pose la question de la billetterie car la plupart des gares vont être fermées.

Jean-Pierre ETCHEGARAY précise qu'il y aura un guichet en gare de Cambo, à Saint Jean-Pied de Port ainsi qu'à Bayonne. Il espère que bientôt pourra être proposé un titre de transport unique qui associera tous les modes de transport.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°7 : LANCEMENT D'UN MARCHÉ DE DÉMOLITION BÂTIMENT 21 - PROJET ELGARREKIN PEM HENDAYE

Dans le cadre des travaux du pôle d'échanges multimodal de la gare d'Hendaye menés sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA), il est nécessaire de procéder à la démolition préalable du bâtiment 21 situé devant le bâtiment voyageurs SNCF.

Le marché de démolition est estimé à 90 000€ avec l'installation d'un local provisoire (de type Algeco) mis à disposition jusqu'à la fin du bail de l'activité médicale présent dans le bâtiment à démolir. Cette opération s'inscrit dans le coût global des 4,5 M€ de l'opération Elgarrekin au stade des études d'avant-projet arrêtées en COPIL le 29 avril 2019. Ces travaux de démolition sont programmés à partir de la rentrée 2019 au droit de la gare.

A ce stade, un projet de convention de financement des travaux Elgarrekin prévoit la mobilisation de différents partenaires tels que la Région, la ville d'Hendaye et des financements européens notamment. Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour poursuit ses démarches en faveur de la consolidation de cette convention avec les partenaires.

Le Comité syndical est donc invité à lancer ce marché de travaux selon la procédure adaptée de l'article R2123-1 du code de la commande publique et à autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires y afférents.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°8 : LANCEMENT D'UNE ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE PORTANT SUR LA STRATEGIE ET LE SUIVI DE DEPLOIEMENT DES SYSTEMES DE TRANSPORTS INTELLIGENTS

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, met en œuvre l'organisation des réseaux de transports publics sur son ressort territorial.

Afin de renforcer l'attractivité du réseau, un nouveau système billettique innovant a été mis en service sur le réseau Chronoplus le 29 avril 2019. Ce système remplace le précédent obsolète et propose des nouvelles fonctionnalités en lien avec la mise en service du Trambus. Ce déploiement a été effectué avec une assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique depuis 2013.

L'objectif du Syndicat des mobilités est dorénavant de proposer un support billettique unique permettant aux usagers d'accéder simplement à l'ensemble des offres de transport du territoire.

Au-delà de la billettique, le développement des systèmes de transports intelligents permet d'améliorer le niveau de service offert aux usagers et d'optimiser les dépenses publiques. Fournir une information en temps réel, faciliter les modes de paiement, analyser des données fiables et optimiser l'offre sont autant de fonctionnalités proposées par les systèmes de transports intelligents.

Au regard de la complexité technique de la mise en place de ces systèmes et dans une démarche d'harmonisation du service offert sur l'ensemble du territoire, une assistance à maîtrise d'ouvrage s'avère nécessaire. Cette prestation accompagnera le Syndicat des mobilités dans la construction de la stratégie et le déploiement des systèmes billettiques, de l'information voyageurs et des systèmes d'aide à l'exploitation à l'échelle du Pays Basque.

Sur la base de ces éléments, le montant estimatif du marché étant inférieur au seuil de procédure formalisée, il est proposé de lancer un marché de services à procédure adaptée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande selon les dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Le Comité syndical est invité à autoriser le Président à lancer cette consultation, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°9 : PROJET TRAM'BUS - DOSSIERS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES TRAVAUX DU TRAM'BUS – ATTRIBUTION D'INDEMNISATIONS

Dans le cadre du projet de réalisation des deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service, dites « Tram'Bus 1 et 2 », le Comité syndical a acté, par délibération du 14 décembre 2016 et par délibération modificative du 21 juillet 2017, la

mise en place d'une Commission d'Indemnisation Amiable au titre du Tram'Bus (CIATB), auprès des entreprises, commerçants, artisans et professions libérales situés dans le périmètre de l'emprise des travaux.

En effet, au regard de l'envergure et de la durée des travaux, les perturbations générées peuvent avoir un impact sur les activités économiques et commerciales.

Pour mémoire, l'instruction des dossiers de demande d'indemnisation se déroule de la manière suivante :

1. Remise des dossiers par les requérants.
2. Contrôle de la complétude du dossier remis.
3. Instruction par un expert-comptable pour vérification du préjudice financier produit par le requérant.
4. Instruction du dossier par la Commission d'Indemnisation qui statue sur la recevabilité de la demande et sur le montant de l'indemnisation à proposer au Conseil Syndical.
5. En cas de recevabilité de la demande, attribution de l'indemnisation par délibération du Conseil Syndical.

Cette commission a tenu sa session mensuelle le 30 avril et 9 dossiers complets ont été instruits lors de cette séance. Le tableau établit la synthèse des dossiers instruits ci-dessous :

| COMMISSION D'INDEMNISATION DU 30 avril 2019 | | | | | | | |
|---|--|---|----------------------------|---|---|----------------------------------|-----------------------------------|
| N° de Dossier | Nom de l'entreprise | Ville et secteur de travaux | Période de Travaux | Recevabilité et motif | Non recevabilité et motif | Montant demandé par le requérant | Montant proposé par la Commission |
| 2019.02.148 | SARL L'ENTRENOUS (1 ^{ère} demande) | 14, Place de la Liberté, BAYONNE | 01/01/19 au 28/02/19 | Recevable – Préjudice avéré sur la période de travaux spécifiée. La commission a recalculé sur toute la période de travaux sur la zone, à savoir à partir du 22/11/18. | | 4 600 € | 6 172 € |
| 2019.04.161 | HAIR BAYONNE (2 ^{ème} demande) | 3, rue Bernède, BAYONNE | 01/02/19 Au 31/03/19 | | Non recevable car la perte est inférieure à 10 % (- 8,55%). La commission a recalculé sur toute la période de travaux, à savoir à partir du 22/11/18. | 10 480 € | 0 € |
| 2019.02.149 | BLANCHISSERIE BOUSQUET (1 ^{ère} demande) | 8, avenue Léon Bonnat, BAYONNE | 22/11/18 au 28/02/19 | Recevable – Préjudice avéré. La commission a constaté une erreur de calcul dans l'évaluation du préjudice. | | 1 076 € | 917 € |
| 2019.03.153 | SARL BIDAIA (1 ^{ère} demande) | 15, rue Ulysse Darracq, BAYONNE | 01/01/18 au 31/12/18 | | Non recevable car la perte est inférieure à 10% (-1,57%) en reprenant toute la période de travaux, à savoir à partir du 04/09/17. | 8 050 € | 0 € |
| 2019.01.134 | SAS DUO (1 ^{ère} demande) | 1, avenue Minerva, ANGLET | 01/09/17 au 30/06/18 | | Non recevable car la perte est inférieure à 10% (-0,14%) en reprenant toute la période de travaux, à savoir à partir du 04/09/17. | 1 197 € | 0 € |
| 2019.02.138 | BISTROT DE LA MER (1 ^{ère} demande) | 17, avenue Edouard VII, BIARRITZ | 01/10/18 au 31/03/19 | Recevable – Préjudice avéré. La commission a recalculé sur toute la période de travaux sur la zone à avoir à partir du 27/08/18. | | 60 000 € | 54 266 € |
| 2019.03.156 | DORA ZEE (2 ^{ème} demande) | 2, avenue de l'Impératrice, BIARRITZ | 01/06/18 au 30/09/18 | Recevable – Préjudice avéré. La commission a pris en compte 2 périodes distinctes. Pour la 1 ^{ère} période allant du 10/10/17 au 30/06/18, en tenant compte de la précédente indemnisation, le montant du préjudice s'élève à 2 808 €. Pour la 2 ^{ème} allant du 27/08/18 au 30/09/18, le montant | | 14 486 € | 8240 € |

| | | | | | | | |
|--------------------|---|--|----------------------------|---|--|------------------|-----------------|
| | | | | du préjudice s'élève à 5 432 €, soit un total de 8 240 €. | | | |
| 2019.03.156 bis | DORA ZEE (1 ^{ère} demande) | 23, avenue Edouard VII, BIARRITZ | 01/12/18 au 28/02/19 | | Irrecevable – La commission a considéré que le requérant prenait un risque qu'il ne pouvait ignorer en déménageant son commerce. | 9 529 € | 0 € |
| 2019.02.147 | REGINE B. (2 ^{ème} demande) | 21, avenue Edouard VII, BIARRITZ | 01/11/18 au 31/01/19 | Recevable – Préjudice avéré. La commission a recalculé en tenant compte de la précédente indemnisation. | | 3 030 € | 180 € |
| TOTAL | | | | | | 112 448 € | 69 775 € |

Sur les 9 dossiers complets instruits lors de la séance du 30 avril 2019, **5** ont été jugés recevables et peuvent faire l'objet d'une attribution d'indemnisation.

4 dossiers ont été jugés non éligibles selon les motifs exposés ci-dessus.

Le montant total des indemnisations attribuées par la commission du 30 avril 2019 est de **69 775 €**, prévus au budget du projet de Tram'bus.

L'attribution de l'indemnisation est conditionnée à la signature du protocole d'accord prévu à l'article XI du Règlement Intérieur de la Commission qui précise : « *Un tel protocole d'accord vaut transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil et emporte renoncement du bénéficiaire de l'indemnisation à tout recours contentieux ultérieur concernant le montant proposé et tous les chefs de préjudice.* »

Au vu de ces éléments, le Comité syndical est invité à approuver l'attribution des indemnisations proposées par la Commission d'Indemnisation au titre des préjudices occasionnés par les travaux du projet de Tram'bus et à autoriser le Président à signer tous documents afférents au versement de ces indemnisations.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°10 : TRAMBUS - LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE MOBILIERS EN PIERRE A BAYONNE

Dans le cadre des travaux réalisés sur le secteur de la gare de Bayonne, des contraintes relatives à la sécurisation des sites sensibles ont été imposées en cours de chantier pour protéger le parvis de la gare des potentiels véhicules-bélier.

Sur la base des éléments transmis par la SNCF et après validation des services sûreté de la Police Nationale, il a été convenu de compléter le dispositif périphérique de potelets métalliques par des éléments de mobilier anti intrusion massifs pour répondre aux exigences de stabilité imposées.

Les différents échanges avec l'ABF ont permis d'aboutir à une validation de mobiliers spécifiques en pierre qui permettent de répondre aux contraintes réglementaires tout en assurant une fonction d'assise adaptée aux espaces devant la gare.

Au regard des spécificités techniques de conception de ces mobiliers qui n'existent pas dans les marchés de travaux d'aménagement en cours, il paraît pertinent que cette prestation fasse l'objet d'une consultation spécifique de fourniture et de pose de mobilier en pierre répondant à ces contraintes sécuritaires.

D'autres mobiliers en pierre étant prévus sur le secteur de rive gauche, Il est proposé, dans un souci de globalisation des prestations et d'optimisation des coûts, d'intégrer ces éléments dans la consultation évoquée ci-avant.

Le coût prévisionnel de la fourniture et de la pose de tous les éléments en pierre étant inférieur à 400.000 € HT, il est proposé de lancer une consultation selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Le Comité syndical est invité autoriser le Président à lancer cette consultation, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°11 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°41 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 3 000 € HT pour une surface d'environ 30 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 41 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

Arnaud FONTAINE demande si c'est uniquement le coût des travaux ou est-ce un dédommagement sur le foncier.

Claude OLIVE précise que c'est une convention essentiellement sur les travaux.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°12 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°27 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 15 000 € HT pour une surface d'environ 160 m².

A terme, il a été convenu avec les propriétaires que cet espace soit intégré au domaine public.

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des

mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 27 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°13 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°15 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 5 000 € HT pour une surface d'environ 10 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 15 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°14 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°13 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 5 000 € HT pour une surface d'environ 10 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 13 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°15 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°29 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 4 000 € HT pour une surface d'environ 40 m².

A terme, il a été convenu avec les propriétaires que cet espace soit intégré au domaine public.

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 29 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°16 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°8 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 27 000 € HT pour une surface d'environ 200 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 08 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°17 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°4 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 5 000 € HT pour une surface d'environ 50 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 04 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°18 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°12 du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 19 000 € HT pour une surface d'environ 140 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 12 Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°19 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°17bis du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 5 000 € HT pour une surface d'environ 10 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 17bis Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°20 : TRAM'BUS. CONVENTION POUR INTERVENTION SUR LE DOMAINE PRIVE.

Dans le cadre des aménagements du Tram'Bus, plusieurs secteurs nécessitent un traitement « de façade à façade ». Pour permettre la réalisation des travaux, il est parfois nécessaire d'intervenir sur des espaces privés et l'autorisation préalable des propriétaires est alors indispensable.

Le projet sur Tarnos prévoit la réalisation de trottoirs le long du Boulevard Jacques Duclos. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir au droit des propriétés situées entre le n°4 et le n°41 dudit boulevard.

Le coût des travaux réalisés en partie privative au n°4bis du Boulevard Jacques Duclos est estimé à la somme de 3 000 € HT pour une surface d'environ 50 m².

Au regard des éléments ci-dessus, un projet de convention a été établi afin de définir clairement les limites de prestation, l'impact foncier, le coût estimatif des travaux réalisés en partie privative pris en charge par le Syndicat des mobilités et les responsabilités (assurance) induites pour chacune des parties.

Le Comité Syndical est invité à valider le projet de convention concernant la propriété sise 4bis Boulevard Jacques Duclos et à autoriser le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur Claude OLIVE remercie ses collègues et lève la séance à 19h06.